



**HAL**  
open science

# Le confinement : un rite de passage forcé vers l'incertitude

Patrick Gaboriau, Christian Ghasarian

► **To cite this version:**

Patrick Gaboriau, Christian Ghasarian. Le confinement : un rite de passage forcé vers l'incertitude. 2020. halshs-02735357

**HAL Id: halshs-02735357**

**<https://shs.hal.science/halshs-02735357>**

Submitted on 2 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le confinement : un rite de passage forcé vers l'incertitude**

Patrick Gaboriau, anthropologue, directeur de recherche au CNRS  
&  
Christian Ghasarian, anthropologue, professeur à l'université de Neuchâtel

*Contrairement à l'idée préconçue, ce ne sont pas seulement les moments de crises, mais aussi ceux de prospérité qui, notait Émile Durkheim, perturbent l'ordre collectif. Les entraides et les antagonismes sociaux préexistants en « temps normal » sont simplement confirmés et exacerbés en périodes de récessions. Du point de vue anthropologique, la période que nous traversons, qualifiée de « crise sanitaire », prend une forme sociale prévisible, à savoir celle des comportements collectifs observables dans certains rituels. Le confinement peut ainsi être envisagé comme un rite de passage contraint vers un avenir à redéfinir.*

Les bouleversements actuels mettent en jeu l'ensemble des dimensions humaines : le physiologique (le virus, à l'origine des perturbations), le social (la réponse institutionnelle pour y répondre) et le mental (les effets sur nos comportements). Ils rappellent en cela le « fait social total » qui, pour Marcel Mauss, dans le maillage culturel et social en place, met en branle « la totalité de la société et de ses institutions ». Si les difficultés actuelles ont comme origine un fait biologique, à savoir la diffusion généralisée d'un agent non humain, elles sont augmentées ici, ou atténuées là, par l'organisation sociale, antérieure et présente, qui elle-même a rendu possible l'existence-même et la diffusion du virus. S'y ajoute une inégalité des vécus qui place la crise sanitaire au carrefour d'une crise sociale et culturelle sous-jacente.

Le fait social que l'humanité vit actuellement peut être interprété à travers le prisme des « rites de passage », avec leurs trois phases – séparation, marge, intégration –, la particularité notable du confinement reposant sur trois caractéristiques : le rite est forcé ; tout le monde n'en fait pas la même expérience ; et son issue soulève de nombreuses inconnues.

Durant la première phase, celle de la « séparation », la crise nous sidère. Arnold Van Gennep parle de « rites préliminaires », temps de distanciation du monde antérieur. L'agenda de chacun se trouve modifié, les rendez-vous importants sont reportés ou annulés, les communications virtuelles remplacent le face-à-face. Cette période est marquée par un sentiment de déliquescence et de rupture d'équilibre, source d'anomie – avec les possibles pillages et violences consécutifs à la situation –, qui a des effets psychologiques et entraîne des inquiétudes voire des angoisses, la référence apocalyptique venant à l'esprit de nombreuses personnes. Fait peu habituel dans les sociétés régies par les liens sociaux, « l'autre » devient un constant danger potentiel, qu'il s'agit de garder à distance, en ne le croisant pas trop près lors de ses déplacements dans la sphère publique. Cette rupture sociale favorise un ensemble de troubles et d'anxiété pouvant accentuer des traits névrotiques et augmenter le taux de suicide. Le sentiment de sa possible propre disparition ou de celle de proches est plus présent que jamais.

En France, comme dans la plupart des pays, la justification politique de la séparation d'avec la vie d'avant s'opère en référence à un comité d'experts scientifiques, qui pourrait dédouaner les carences politiques en matière d'anticipation. Dans cette sixième puissance économique mondiale, l'impréparation est enrobée avec des discours sur le fait que les masques, dont la population manque, n'auraient pas été « pas nécessaire pour tout le monde », tandis que d'autres pays (la Corée, l'Autriche), ou la ville de Hong Kong, ont insisté sur leur utilité. Les annonces gouvernementales invitent par ailleurs à utiliser du gel hydroalcoolique alors qu'il est difficile pour le particulier de s'en procurer. S'il s'agit d'une « guerre », comme cela a été insidieusement suggéré, l'entrée dans cette première phase de séparation ressembla d'abord à une drôle de guerre, une attente, où, alors que la calamité touchait déjà le nord de l'Italie, le vote pour les municipales parut envisageable aux yeux des autorités, puis, par l'impréparation de l'état-major politique, à une débâcle, sans masques ni tests pour les populations, exposant aux risques le corps médical qui, déjà au front, criait avant la crise : « SOS l'hôpital en danger ».

La seconde phase du rite de passage, dans laquelle nous sommes actuellement, est celle de la liminalité, un entre-deux où tout peut basculer vers le positif ou le négatif. Dans le contexte du confinement, elle prolonge la première phase de séparation, et sa durée incertaine la rend spécifique. Les contraintes médicales obligent à des pratiques qui, par analogie, ressemblent à des rites sociaux : ainsi, le cérémonial médical pour se protéger du « mal », la multiplication des actes de purification (se laver les mains), la centralité d'objets fétiches (surblouses, masques, gants, gel hydroalcoolique), la mise à l'écart temporaire des « initiés malgré eux » (les malades). Le tragique de cette liminalité, durant laquelle il s'agit de se protéger de la contamination, est qu'elle ne permet même plus la mise en œuvre de rites funéraires, avec leurs fonctions cohésives.

Dans ce moment de civilisation incroyable du présent de l'humanité, comment ne pas pressentir que le « monde d'avant », avec ses habitudes qui régulaient nos vies, ne reviendra plus ? Il y a une rupture, mais, contrairement aux rites de passage connus, nous sommes dans l'indétermination et l'incertitude de ce qui adviendra. Alors, l'invention de nouveaux rituels nous reconforte : par exemple, en France, en Italie, en Espagne, en Suisse, applaudir le corps médical tous les soirs à une heure donnée, pour dépasser son isolement et retrouver un sens de la collectivité. Transformer en « héros » ceux qui, il y a peu, se mobilisaient pour obtenir plus de moyens afin d'exercer leur mission, peut momentanément leur donner du courage, mais est-ce ce qu'ils demandent ? Et cela ne doit pas détourner l'attention envers la responsabilité des pouvoirs publics qui prolongeaient cette terrible précarisation des hôpitaux publics.

« Écrire sur la coopération et la solidarité veut dire aussi écrire en même temps sur le rejet et la défiance », dit Mary Douglas. Les gestes altruistes auxquels on assiste dans cette phase liminale se conjuguent avec les égoïsmes sociaux et le « chacun pour soi ». Comme dit plus haut, les divisions et les inégalités sociales, établies en périodes de prospérité, se confirment et se renforcent en temps de crises. Plus que jamais, il saute aux yeux qu'il n'y a pas un, mais des modes de confinement. La crise démultiplie les marqueurs sociaux habituels, amplifie la misère et met au grand jour les privilèges. Rien de commun entre une famille citadine qui s'expatrie dans sa résidence secondaire avec piscine dans le sud de la France et l'étudiant sans moyens financiers coincé en ville dans sa cité universitaire ou dans sa chambre de bonne de huit mètres carrés avec son mini-frigo, voire sans frigo. Même s'ils sont comme tout le monde touchés par la peur, les milieux aisés urbains disposent de logement spacieux, possèdent un congélateur pour stocker leurs provisions, se font livrer et ne sortent guère, disposant de films et de livres à la maison pour se divertir. Les moins fortunés se partagent quant à eux de maigres espaces, s'ils louent, ils doivent continuer à payer leur loyer et, disposant de stock alimentaire moindre, doivent sortir pour s'approvisionner, donc s'exposer à la contravention et à la contagion, sans compter qu'ils s'inquiéteront de l'augmentation du prix des denrées

alimentaires ou du déficit de produits à bas coût. Alors que les cadres auront travaillé chez eux, en télétravail, les classes professionnelles en bas de l'échelle sociale n'auront cessé de travailler et produire à l'extérieur, en prenant des risques.

La situation familiale, célibataire, en couple, en famille plus ou moins étendue, joue par ailleurs un rôle important dans la diffusion du virus et dans le sentiment d'isolement plus ou moins marqué par le confinement. Que devient l'enfant confiné dans une famille monoparentale lorsque la mère, aide-soignante, se rend tous les jours à l'hôpital et risque de transmettre la maladie ? Et les personnes sans logis ? Confinées le plus souvent « dehors »... Pour le quart monde à nos portes tant de questions se posent, à commencer par la difficulté pour trouver un point d'eau à proximité et se laver les mains. Les situations singulières associées aux stratifications sociales sont minimisées par le mot « confiné », qui paraît s'appliquer à tous de façon égalitaire. En Inde, pour la majeure partie de la population, ne plus sortir c'est ne plus travailler, et dès lors ne plus pouvoir manger...

Le passage espéré proche à la phase trois s'appellera « sortie de crise ». Ce temps de la réincorporation à la vie publique ne sera pas un simple retour à une normalité établie et non questionnée. Il faudra un nouveau rite de passage pour réintégrer la vie publique (la prise de sang, le test dans le nez) et/ou un acte significatif (le port du masque). Sans solution radicale devant le virus, l'incertitude perdurera pourtant, avec le risque du rebond, dans un mois, dans un an...

Comment cette incertitude sera-t-elle gérée politiquement ? C'est la leçon de Pierre Bourdieu : le pouvoir s'impose par la force physique (souvent appelée la violence d'État ou la violence légitimée) et autant par l'adhésion collective et la puissance symbolique. Les gouvernants érigent la police générale (dictent le confinement, la prolongation des délais maximums de détention provisoire qui passe de trois à six mois...) et la morale publique (le Premier ministre emprunte une rhétorique dominante lorsqu'il affirme : « Je ne laisserai personne dire qu'il y a eu du retard », comme s'il devait nous autoriser à parler). Il est clair que la référence à la « guerre » sous-entend des sacrifices et des sacrifiés, présents mais aussi à venir... tandis que des tenants du « monde d'avant » tenteront de conserver des privilèges devenus plus que jamais indécents.

Partant du postulat optimiste que l'épidémie prendra fin d'une façon ou d'une autre – puisque c'est le propre de toute épidémie – il serait naïf de penser que la vie reprendra son cours d'avant. Après l'euphorie initiale du « déconfinement », viendra le temps des tensions laissées un moment de côté (la réforme des retraites, les revendications des Gilets jaunes, des enseignants, des avocats, des universitaires, du monde hospitalier...). Se posera la question juridique de l'impunité pour les personnes responsables d'avoir maintenu le premier tour des élections municipales, d'avoir décidé la fermeture des écoles trop tard, d'avoir menti sur l'utilité des masques pour la population, de n'avoir pas été en mesure de mettre en place des tests généralisés qui auraient épargné des centaines de vies.

Sans une conscience d'union collective, un sentiment d'anomie découlant de la séparation et de la liminalité que nous traversons actuellement, risque toutefois de perdurer. L'agrégation au « monde d'après » ne transformera les formes sociales que si des rapports de force obligent à considérer et mettre en œuvre des conceptions différentes, plus égalitaires et écologiques par exemple. Dans le panorama que les milieux dominants tenteront de mettre en place, pour ceux qui souhaitent repartir autrement, il s'agira de définir et de penser de nouvelles formes sociales, et surtout, par un rapport de force, de les imposer. La catharsis consécutive à la crise sanitaire provoquée par l'apparition du virus aura alors été un fait social véritablement total, qui aura modifié et notre organisation sociale et notre propre rapport au monde.